

Le budget—M. MacDougall

Enfin, j'en profite pour souhaiter bonne chance aux candidats à la succession. Je me réjouis de voir que le réseau anglais de Radio-Canada et la chaîne CTV ont tous deux réussi à obtenir une interview du candidat le plus sérieux à la direction du parti libéral, qui est actuellement à la Jamaïque ensoleillée. J'ai été content d'apprendre que, comme le parti conservateur, il considère que le chômage constitue le plus grave problème de notre pays. Je peux citer à la Chambre environ 1.5 million de raisons pour lesquelles notre parti a toujours considéré le chômage comme le problème à régler en priorité.

Il y a 21 jours, 1.5 million de chômeurs canadiens attendaient avec impatience la divulgation du budget de 1984 du ministre des Finances. Un bon nombre de ces hommes et de ces femmes espéraient apprendre de bonnes nouvelles sur les mesures que se proposait de prendre le gouvernement pour aider les jeunes qui viennent de sortir de l'école secondaire, du collège ou de l'université à se trouver du travail. Ces jeunes qui cherchent un premier emploi sont naturellement défavorisés parce qu'ils n'ont pas l'expérience que recherchent les employeurs éventuels. Autrement dit, ils sont coincés dans le cercle vicieux habituel: ils n'ont pas assez d'expérience pour obtenir un emploi parce qu'ils n'ont jamais eu l'occasion de travailler, et donc d'acquérir cette expérience.

Après avoir écouté le ministre des Finances (M. Lalonde) il y a une vingtaine de jours, les 1.5 million de chômeurs canadiens ont une fois de plus été déçus par ce gouvernement qui semble se moquer des citoyens qui ne réussissent pas à trouver du travail. En tant que député d'une circonscription du nord de l'Ontario, je peux dire à la Chambre que des milliers de chômeurs de ma circonscription et de toutes celles du nord de l'Ontario et de la région sont extrêmement déçus par les mesures prises par le ministre des Finances en faveur de l'emploi. Les députés d'en face qui représentent le nord de l'Ontario et les autres députés du caucus libéral ont prouvé une fois de plus que les priorités du gouvernement ne correspondent pas avec les besoins de la population.

En avril 1983, le ministre des Finances se vantait d'avoir présenté un budget de relance. Ce qu'il n'a pas dit, c'est que les Canadiens devaient se remettre de la façon dont le gouvernement avait géré l'économie canadienne. Sans vergogne, il s'est adressé à la Chambre en ces termes:

Je suis fier de faire partie d'un gouvernement qui, malgré des tensions financières considérables, n'a dérogé ni à sa volonté ni à son devoir de venir en aide aux Canadiens qui en ont le plus besoin. Le gouvernement a pris des mesures importantes au cours des dix derniers mois pour contenir la hausse du chômage.

Il avait dit ceci auparavant:

Madame le Président, mon premier souci dans ce budget est de venir en aide au million et demi et plus de Canadiens qui sont prêts à travailler, mais ne peuvent pas se trouver d'emploi.

Comme quelqu'un qui revoit un mauvais film, nous avons pu constater quelles répercussions le budget de relance du ministre a eues sur l'économie canadienne.

Il y a dix ans, le ministre nous disait que 1.5 million de Canadiens ne pouvaient pas trouver de travail. Aujourd'hui, après dix mois de relance libérale, il y a toujours 1.5 million de chômeurs. Dix mois de relance . . .

Le président suppléant (M. Guilbault): Je regrette de couper la parole au député, mais la présidence aimerait s'assurer que le député va entamer ses observations. Il lit depuis le début.

Même si les députés sont autorisés à lire des extraits de documents à la Chambre, ils ne doivent pas lire le texte de leur discours.

M. MacDougall: Merci beaucoup, monsieur le Président. Je vais aborder les points dont je voulais parler. Je dois m'excuser auprès de vous, monsieur le Président; je me suis laissé emporter.

Il y a quelques semaines, j'ai reçu une lettre troublante d'un de mes électeurs qui travaille dans l'industrie minière, laquelle connaît de nombreux problèmes à l'heure actuelle dans le nord de l'Ontario. Je suis désolé, monsieur le Président. Je ne devrais peut-être pas citer la lettre, mais je dois vous dire qu'il y a un million et demi de chômeurs au Canada, y compris des gens du nord de l'Ontario. Je dois parler de certaines de ces lettres parce qu'elles sont très sincères et qu'elles témoignent des problèmes qui existent dans le nord de l'Ontario, notamment, bien entendu, dans ma circonscription. Dans sa lettre, ma mandante explique que son mari est sans travail depuis un an déjà. Il a postulé des emplois, a répondu à des offres d'emploi et a vérifié ce qu'il y avait sur les tableaux de la C.A.C. dans tout le nord de l'Ontario. Ses prestations d'assurance-chômage expirent le 13 février. Que devrait faire ma mandante? C'est à ce genre de question que je voulais en venir, monsieur le Président. C'est à cela que je voulais en venir au sujet du ministre et de son budget. Dans ce dernier, le ministre ne s'est pas penché sur les problèmes d'il y a dix mois. Le budget que nous débattons aujourd'hui est le même que le précédent et il y a encore un million et demi de chômeurs.

J'ai essayé de trouver du travail à mon mandant, mais je n'y ai malheureusement pas réussi et je n'ai pu lui chercher du travail parce que j'étais ici le soir de la présentation du budget, espérant trouver dans celui-ci ce que je crois être des solutions aux problèmes des chômeurs.

Ce qui est peut-être encore plus frustrant pour un nouveau député comme moi et pour mes mandants, c'est que lorsque le gouvernement se décide à affecter des fonds à la création d'emplois, ces fonds ne sont pas distribués également dans tout le pays. Ce qui s'est passé à la Chambre ces dernières semaines est très choquant pour mes collègues de ce côté-ci et pour moi-même. Il est choquant de voir des fonds publics distribués inégalement dans tout le pays. En se servant de fonds publics pour stimuler la popularité déclinante du gouvernement, les libéraux ont créé deux classes de chômeurs.

● (1740)

Le 29 novembre dernier, j'ai prévenu la Chambre que les fonds du programme Canada au travail n'étaient pas distribués équitablement. Dans la circonscription libérale de Nickel Belt, l'allocation moyenne pour un chômeur était de \$168 par semaine, alors que dans celle de Timiskaming, elle était de \$97 par semaine. Ce n'est pas juste, monsieur le Président. Les victimes sont ici les chômeurs, ceux qui se cherchent un emploi, ceux qui n'ont plus droit aux prestations d'assurance-chômage et qui doivent vivre des prestations du bien-être social. Voilà ce que je veux dire lorsque je déclare qu'il faudrait distribuer équitablement dans tout le pays les fonds que prévoient les programmes de création d'emplois.